

MOBILISONS NOUS POUR NOTRE POUVOIR D'ACHAT !

■ Régulièrement les représentants des employeurs, la plupart des ministres de la plupart des gouvernements présentent toute revendication salariale comme indécente et nous opposent le salaire et l'emploi : pour espérer réduire le chômage il faudrait encore plus comprimer le « coût du travail » et notamment bloquer les salaires ■ Depuis vingt-cinq ans, la menace du chômage est brandie pour justifier ce blocage des salaires ■ Mais alors que la part des salaires dans la richesse nationale n'a cessé de baisser, le chômage restait un phénomène de masse et la précarité s'étendait à des catégories sociales plus nombreuses ■ Par contre, pendant le même temps, les profits de la plupart des entreprises croissaient fortement, de même que les dividendes de leurs actionnaires et les rémunérations de leurs dirigeants ■ De la même façon, le gouvernement fait des fonctionnaires (comme de l'ensemble des salariés de la Fonction publique) une simple variable d'ajustement budgétaire et sa politique en matière de pouvoir d'achat est identique à celle menée par le patronat ■

Augmenter les salaires : c'est possible !

Augmenter les salaires : c'est juste !

Augmenter les minima sociaux : c'est urgent !

**Augmenter les salaires
et les minima sociaux :
c'est efficace pour l'emploi !**

Septembre 2006

Union
syndicale
Solidaires

Téléphone : 01 58 39 30 20
Télécopie : 01 43 67 62 14

contact@solidaires.org
www.solidaires.org

Des chiffres utilisés pour continuer de mentir

L'Insee avance un chiffre « officiel » d'une hausse du pouvoir d'achat moyen de 2,4%.

Or ce chiffre concerne tous les revenus, prestations sociales, rentes financières, salaires, et les uns n'ont pas augmenté de la même façon que les autres.

Ainsi la seule hausse « officielle » du pouvoir d'achat des salaires sur un an est seulement de 0,9%.

Mais ce chiffre global concerne l'ensemble de la masse salariale, ce qui veut dire qu'il inclut les créations d'emploi.

Il s'agit de plus d'une moyenne qui intègre l'évolution du pouvoir d'achat d'une minorité de cadres et de dirigeants.

Il ne dit rien sur le pouvoir d'achat de la grande masse des salariés qui a baissé : blocage des salaires, hausse des loyers, des tarifs de certains services publics, des frais de transport et particulièrement de l'essence, de nombre de produits alimentaires de base et de services nécessaires à leur vie familiale et sociale.

⇒ Augmenter les salaires : c'est possible

Depuis un quart de siècle, la part des salaires dans la valeur ajoutée des entreprises, la richesse produite, a baissé de 10 points alors que dans le même temps les profits financiers et dividendes versés aux actionnaires explosaient. En un an, le chiffre d'affaires des grandes entreprises a augmenté de 10 % et leurs bénéfices de 20 %. Il est donc tout à fait possible d'augmenter significativement les salaires, les entreprises ont de la marge !

⇒ Augmenter les salaires : c'est juste

Il faut une augmentation de la majorité des salaires, en partant d'une augmentation prioritaire et forte des salaires les plus faibles, en fixant le salaire minimum à 1 500 euros nets. Le rattrapage des pertes cumulées de pouvoir d'achat doit s'inscrire dans l'objectif d'une réduction de « l'éventail » des salaires, elle même accompagnée d'une réduction de l'éventail des revenus par l'établissement d'une fiscalité beaucoup plus progressive. Pendant le même temps, il faut réintégrer dans les salaires soumis aux cotisations sociales (et qui serviront notamment de base pour le calcul des retraites par répartition) tous les éléments de rémunération qui en sont actuellement exclus. Il faut supprimer toute rémunération basée sur le mérite, le rendement ou la compétition. Chaque salarié, quel que soit le secteur professionnel et quelle que soit son activité, doit pouvoir bénéficier d'une carrière incluant des augmentations régulières et tenant compte des qualifications nouvelles acquises.

⇒ Augmenter les minima sociaux : c'est urgent

Désormais pour nombre de personnes, et particulièrement les jeunes, les périodes de non activité font partie intégrante de leur existence ; la moitié des chômeuses et des chômeurs n'est pas indemnisée, et les indemnités du chômage sont de plus en plus restrictives et contraignantes, pendant que certains minima sociaux font plus ou moins office d'allocation chômage. Il faut une très forte augmentation de tous les minima sociaux. Pour les personnes à la recherche d'un emploi, il faut, à terme, et particulièrement pour les jeunes, parvenir à une ouverture immédiate des droits à l'allocation chômage sans exigence d'une durée antérieure de travail. Le gouvernement vient d'annoncer une « cagnotte » de 5 milliards d'euros due à une croissance économique plus importante que prévue. Une partie de cet argent doit servir à l'augmentation des minima sociaux.

⇒ Augmenter les salaires et les minima sociaux : c'est efficace pour l'emploi

Le discours patronal n'a pas cessé de prétendre que « la modération salariale » devait faciliter l'emploi... et c'est ainsi que nous avons, et le chômage de masse, et des inégalités de plus en plus intolérables. L'accumulation des richesses dans les mains d'une minorité n'a en rien favorisé l'emploi, ni même l'investissement des entreprises qui continue de stagner. Augmenter le pouvoir d'achat du plus grand nombre aurait des effets économiques plus dynamiques sur un grand nombre de secteurs d'activités, tant dans la production que dans les services. A terme, ceci aurait des effets sur le niveau des emplois et aussi des investissements dans ces secteurs.